

**CONTRE LE RACISME D'ÉTAT**  
**POUR UN ACCUEIL DIGNE DES MIGRANT·E·S**



**mars**

**RÉSISTANCES**

**MANIFESTATIONS DANS L'UNITÉ**

**ZOOM**

**Palestine. L'arme de la famine à Gaza**

Page 3

**INTERNATIONAL**

**Argentine. Le gouvernement de Milei à la croisée des chemins**

Page 4

**ARGUMENTS**

**L'Union européenne renforce sa guerre contre les migrantEs**

Page 5

**CHAMP LIBRE**

**Entretien avec Mónica Baltodano sur la situation au Nicaragua**

Page 8

## Édito

### Justice et vérité pour Wanys

Par CATHY BILLARD

« **U**n fait dramatique [...] mais je rappelle que c'est après un refus d'obtempérer », a déclaré le préfet Nuñez venu soutenir les policiers du commissariat de La Courneuve. Donc, un jeune de 18 ans tué, un autre de 19 ans blessé : circulez, il n'y a rien à voir ! Voilà de quoi alimenter la colère des jeunes de leur quartier qui s'est exprimée dimanche soir, en ciblant le commissariat. Et il y a de quoi être en colère !

Le député d'Aubervilliers a fait le décompte morbide : 16 jeunes tués dans des courses-poursuites en un an et demi après un refus d'obtempérer. Impossible de parler d'événement dramatique, voire d'accident ! C'est un fonctionnement de la police qui fait système ! D'ailleurs, le préfet Nuñez confirme que c'est bien la consigne qu'il donne personnellement aux policiers, contrevenant par là même à la note réglementaire qui stipule que des poursuites doivent être soumises à un « nécessaire discernement ». Mais cette note est contestée par les syndicats de police et par la droite et l'extrême droite, et le préfet s'exécute. Il délivre ainsi un permis de tuer induisant que les jeunes qui tentent d'éviter un contrôle policier sont de dangereux délinquants. Car, bien sûr, il n'est pas question pour eux d'interroger les raisons des jeunes de vouloir éviter autant que possible les contacts avec la police. Pas question non plus d'évoquer l'attitude de la police qui considère les quartiers, comme la cité des 4 000 où vivaient Wanys et son ami, comme des zones de non-droit, et tous les habitantEs, jeunes garçons et hommes racisés surtout, comme des menaces potentielles dans l'espace public. Contrôles, humiliations, racisme, amendes à répétition<sup>1</sup>, coups, procès-verbaux infondés, gardes à vue et poursuites judiciaires, tout est permis pour les maîtriser, les discipliner, les briser... jusqu'à les tuer dans des courses-poursuites absurdes du point de vue de la réalité judiciaire. Dans des villes sous vidéosurveillance, il devrait être possible de retrouver un scooter qui aurait commis une infraction. Et c'est d'ailleurs la vidéosurveillance qui, une fois de plus, prouve que ces jeunes n'étaient pas des dangers mais étaient mis en danger, jusqu'à en mourir. Pour Éric Ciotti, « la République ne peut plus reculer, la sanction doit être implacable ». Et le préfet de sortir les blindés, les CRS, les gendarmes. L'injustice, elle, ne recule pas et elle conduit à la révolte... Le NPA présente ses condoléances à la famille et aux proches de Wanys. Le NPA réclame justice et vérité pour Wanys et toutes les autres victimes des courses-poursuites qu'il faut interdire !

1 - <https://basta.media/30-000-euros-de-dette-et-pas-encore-18-ans-quand-les-amendes-forfaitaires>

### Bien dit

Aucun responsable politique ne saurait s'arroger le droit de dévaloriser les principes fondamentaux d'indépendance et de liberté académiques, tels qu'ils sont consacrés par les lois de la République

Les doyens et directeurEs de centres de recherche, des départements de Sciences Po, les membres élus de la faculté permanente du conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), le 18 mars dans un message commun en réaction à la visite surprise de Gabriel Attal le 13 mars.

## À la Une

CONTRE LE RACISME ET LA POLITIQUE RÉPRESSIVE ANTI-MIGRANT·E·S

# Faisons bloc et manifestons

Chaque année, le 21 mars est la journée internationale contre le racisme. Des manifestations auront lieu dans d'autres pays, en Allemagne par exemple où une énorme mobilisation se dresse contre le parti fasciste AfD. En France des manifestations, rassemblements, événements dans de nombreuses villes sont prévus entre le 21 et 23 mars.

**P**lus que jamais il est nécessaire qu'une opposition déterminée se montre contre les politiques racistes, anti-migrantEs, des gouvernements, des droites et des extrêmes droites qui se lèvent en Europe et dans le monde, menaçant les étrangerEs, les pauvres en général, les femmes, les jeunes, les LGBTI, les droits sociaux et les libertés.

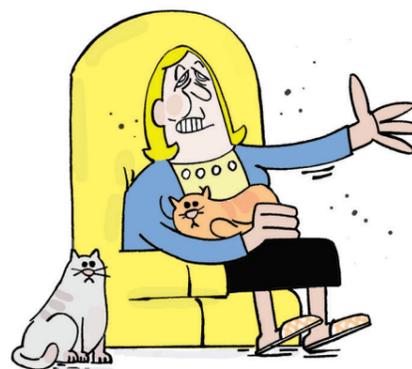
### La loi asile immigration, exemple de cette politique raciste

La loi, à l'initiative du gouvernement Macron-Darmanin adoptée le 19 décembre à l'Assemblée, a repris l'orientation politique de Ciotti, de Zemmour, du RN, accompagnée durant des mois d'une propagande mensongère, haineuse, faisant passer les immigréEs pour de dangereux délinquantEs. C'est la loi la plus répressive contre les étrangerEs depuis 1945. Il n'est pas étonnant qu'elle soit donc passée grâce au soutien des députéEs de LR et du RN, ce dernier célébrant une « victoire idéologique ». Les mobilisations pour son retrait ont été importantes, rassemblant un arc large d'associations, de collectifs de sans-papiers, de syndicats, de partis. Mais elles n'ont pas suffi, et la loi s'applique.

### Attaque sans précédent contre les droits des étrangerEs

Cette loi remet en cause le droit d'asile, le droit du sol ; multiplie les obstacles à l'obtention d'un titre de séjour, en y répondant systématiquement par des OQTF (obligation de quitter le territoire) ; augmente le nombre de CRA (centres de rétention administrative). L'objectif est d'expulser

### RELAIS OLYMPIQUE MARINE LEPEN DANS LES STARTING-BLOCKS



un maximum. Elle ne vise pas que les exiléEs en situation irrégulière, elle permet de retirer leur titre de séjour à des étrangerEs en situation régulière en instrumentalisant la « menace à l'ordre public ». Elle met à disposition des préfets tout un arsenal répressif, augmentant toujours plus leur pouvoir et leur arbitraire. Et ce n'est pas fini ! Les articles refusés par le Conseil constitutionnel ne le sont que sur la forme, et les Républicains veulent, avec une proposition de loi déposée fin janvier au Sénat, reprendre certaines des pires mesures censurées. Le gouvernement Macron ne désarme pas. Il remet toujours en cause l'Aide médicale d'État, examinée en juin prochain pour la supprimer ou la restreindre encore davantage ! À Mayotte, l'État français exerce sa terreur à l'encontre de la population comorienne, voulant faire de ce territoire un laboratoire d'expulsions à grande échelle, avec les méthodes les plus barbares du colonialisme.

Parfaire toujours la machine répressive, la machine infernale à fabriquer des « sans-papiers » ! Mais rien pour offrir un accueil digne aux milliers de jeunes qui dorment dans la rue, aux femmes et aux enfants !

### Non à l'Europe des murs ! Non aux mortEs en mer et aux frontières !

En Europe, le pacte migratoire est dans la même logique raciste (voir page 5). Les partis d'extrême droite, dans la perspective des élections européennes, se lâchent. Leur cible est comme toujours les immigréEs, les étrangerEs, comme l'a fait Maréchal Le Pen en lançant sa campagne. Le RN, lui, a recruté l'ancien directeur de Frontex (la police européenne des frontières). Ce sinistre personnage a dû démissionner de Frontex parce qu'il avait soutenu les gardes-frontières responsables du naufrage au cours duquel 600 migrantEs avaient péri au large des côtes grecques.

### Résistances !

Nous devons continuer le combat contre les arrestations, les centres de rétention, les OQTF, les expulsions, les violences policières et l'arbitraire préfectoral.

- Contre la loi asile-immigration
- Contre la remise en cause du droit du sol et de l'Aide médicale d'État.
- Pour la régularisation de toutes et tous les sans papiers
- Pour la liberté de circulation et d'installation
- Pour l'égalité des droits : un logement, l'accès à l'éducation, à la santé, au travail pour toutes et tous.
- Pour un accueil digne des exiléEs, des mineurs étrangers, la reconnaissance de leurs droits et de toutes les protections qui leur sont dues
- Pour la justice sociale, pour une vie libre et digne contre le racisme.

La journée internationale contre le racisme est l'occasion de faire entendre la voix de celles et ceux qui sont solidaires avec toutes, tous les étrangerEs et exiléEs.

**Dominique Pierre**

### Femmes en guerre, femmes en résistance

Le 13 mars, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une table ronde s'est tenue autour des défis uniques auxquels les femmes font face dans les zones de conflit — en Palestine, au Kurdistan, au Soudan, en Ukraine et au Congo — et sur les stratégies de résilience et de lutte qu'elles mettent en œuvre au quotidien.

Avec Berivan Firat (CDKF - Kurdistan), porte-parole du Centre démocratique Kurde de France, Claudia (Congo), Daria Saburova (RESU - Ukraine), chercheuse franco-ukrainienne,

### Acturama



autrice d'une enquête à paraître sur la résistance populaire ukrainienne, Oksana Dutchak (Revue Commons - Ukraine),

sociologue du travail et du genre, basée à Kiev, rédactrice en chef de la revue Commons, Ula Tabari (Palestine).

À voir et écouter sur le site



# ÉDUCATION Le 93 à l'avant-garde de la défense de l'école du service public

«On ne laissera pas détruire l'école du service public, même si Macron ne veut pas, nous on est là». Le cortège intersyndical des établissements mobilisés pour un plan d'urgence dans le 93 a ouvert la manif parisienne de la fonction publique du 19 mars.

Et c'était le cortège le plus fourni depuis ceux du 26 février, montrant que les capacités de mobilisation s'amplifient encore après trois semaines d'activités intenses et que le mouvement se ramifie de plus en plus densément dans le département.

## La mobilisation se construit dans le 93

La troisième semaine de mobilisation a permis de préparer et de visibiliser la force de la mobilisation, à travers les médias. Jeudi 14 mars, quatre cortèges sont partis de 8 villes différentes pour converger sur la Direction départementale, puis vers la préfecture. Nous étions plus de 4500 démontrant les capacités de coordination construites du local au département. Et le lendemain, jour de la convocation par le rectorat de quatre enseignantEs qui avaient participé à une vidéo avec des élèves (plus de 2,5 millions de vues sur TikTok), le lycée des collègues a été bloqué ainsi que quatre autres établissements du département, mettant un terme aux velléités d'intimidation. Ce même jour de nombreux collègues et écoles étaient vides à l'appel des parents d'élèves pour soutenir les revendications du plan d'urgence et de retrait du choc des savoirs. Enfin le samedi, cinq manifestations ont rassemblé



2500 personnes essentiellement des parents, illustration de l'ancrage populaire avec en ligne de mire l'objectif d'une reconduction de la grève après le 19 mars.

## Fin de non-recevoir gouvernemental

Face à la mobilisation relayée par les députéEs et par les médias, la ministre de l'Éducation s'est fendue à l'Assemblée de vagues promesses de prises en compte des problèmes spécifiques du 93. Mais lorsque des représentantEs de

l'intersyndicale ont été reçuEs par un membre de son cabinet, c'était pour une fin de non-recevoir au prétexte que les caisses sont vides et donc qu'il faut s'adresser au Premier ministre et au ministre de l'Économie. En plein week-end, le gouvernement a publié les décrets d'application du choc des savoirs et de la (dés)organisation de la rentrée prochaine dans les collèges, déterminé à passer en force et à balayer toutes les objections depuis celles des chercheurEs jusqu'à celles des professionnelEs

du terrain. Transformant ainsi la journée du 19 mars en un test des capacités de réaction.

## Imposer un recul à Attal

Dans la plupart des académies, les mobilisations de la journée — pas centrée sur l'éducation mais les attaques en général et les salaires en particulier dans la fonction publique — ont été modestes. Les taux de grève (40% dans le second degré) mais surtout la mise en place d'un calendrier d'action dans les établissements et les villes du 93 sur toute la semaine, y compris le dimanche 25 mars avec un appel à un rassemblement départemental des parents d'élèves, montrent que dans le 93 la mobilisation n'a pas été stoppée par le mépris gouvernemental. Le 93 y est habitué mais la mobilisation démontre qu'on ne s'y résigne pas. Elle permet aux familles de relever la tête, construit des solidarités entre habitantEs et personnels de l'éducation pour la défense de l'avenir des enfants, mais aussi tout simplement pour le respect de notre dignité à toutes et tous. Et quand cette dynamique est enclenchée, elle ne se stoppe pas. Imposer le plan d'urgence est devenu le combat de dizaines de milliers d'habitantEs avec l'espoir d'infliger à Attal, puisque c'est lui que nous irons interpeller, un recul. Cela devient un enjeu pour relancer une perspective de revendication de l'abrogation de toutes les réformes qui détruisent l'Éducation nationale.

Cathy Billard

# PALESTINE L'arme de la famine à Gaza

Alors que l'ONU alertait fin février d'une famine qui pourrait mettre 500 000 PalestinienNEs en danger vital d'ici le mois de mai, l'aide alimentaire est aujourd'hui nécessaire à pratiquement l'ensemble de la population de Gaza.

Comme si la communauté internationale était impuissante, quelques pays organisent l'acheminement d'une aide nécessairement insuffisante pour répondre aux besoins des PalestinienNEs qui meurent de faim et de soif. Des colis ont été parachutés et un navire a pu décharger une cargaison. Comble du cynisme, Biden a annoncé la construction d'un port offshore — après la destruction de celui de Gaza par les forces d'occupation — ce qui prendrait à minima deux mois à réaliser.

## Des miettes d'aides distribuées pour pallier la pénurie organisée

Ces tentatives pour faire parvenir l'aide paraissent absurdes et aberrantes, alors que des centaines de camions restent bloqués par Israël aux portes de Rafah. L'ONU a d'ailleurs rappelé que l'aide par les airs ou la mer ne peut remplacer celle acheminée par la voie terrestre. Ce rafistolage est aussi dangereux, le largage de colis ayant déjà causé la mort de 5 personnes...

Tout sera donc envisagé plutôt que de contraindre l'État israélien, qui a réduit de moitié les convois autorisés à rentrer dans la bande de Gaza depuis la décision de la CIJ du 26 janvier, qui donnait à Israël obligation de garantir l'accès à l'aide. Poursuivant sa stratégie de siège, Israël refuse de donner des permissions aux humanitaires et vise délibérément des convois et civilEs lors de distributions alimentaires, comme lors du massacre du 29 février. La semaine dernière, c'est

l'un des derniers centres de distribution d'aide alimentaire de l'UNRWA à Rafah qui a été ciblé.

## Aucune volonté politique pour imposer un cessez-le-feu

Selon l'ONU plus d'enfants ont été tués par Israël à Gaza depuis quatre mois qu'au cours de l'ensemble des conflits des quatre dernières années. Les enfants sont aussi les premières victimes de la malnutrition qui impacte leur développement physique et cognitif. Preuve supplémentaire s'il en fallait de la visée génocidaire de la stratégie d'Israël.

Pourtant, la seule perspective pour inverser cette catastrophe annoncée — car organisée — serait un approvisionnement massif de denrées et de fournitures humanitaires telles que des médicaments. Seule l'UNRWA est capable d'organiser l'accès et la gestion d'une telle aide, ce qui explique les tentatives pour obtenir son démantèlement. Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), a déclaré qu'Israël lui refusait l'entrée dans la bande de Gaza. Le rétablissement des services de base (notamment de santé et les réseaux de communication) est aussi indispensable à une aide humanitaire sécurisée et durable. Dans un calcul sinistre, l'aide humanitaire se retrouve être l'un des leviers des négociations en cours sur une trêve de six semaines. L'hypocrisie des alliés de l'État hébreu qui

continuent leurs livraisons d'armes est manifeste tant il est évident que l'aide adéquate ne pourra advenir sans un cessez-le-feu. Plutôt que de suspendre l'aide militaire à Israël pour sa poursuite de bombardements indiscriminés ou ses entraves à l'accès de l'aide humanitaire qu'elle finance, la communauté internationale préfère donc condamner les PalestinienNEs. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a d'ailleurs déclaré que Gaza est désormais «le plus grand cimetière à ciel ouvert», quand l'armée israélienne attaquait l'hôpital Al-Shifa.

## La complicité de soutien d'Israël

En réponse à cette famine organisée, l'Afrique du Sud demandait à la CIJ le 6 mars de nouvelles mesures conservatoires. Dans la poursuite de cette stratégie de pression par le droit, c'est l'Allemagne qui devra se défendre les 8 et 9 avril d'accusation de complicité de génocide, sur saisine du Nicaragua qui demande à la Cour d'ordonner la suspension de l'aide militaire accordée par l'Allemagne à Israël et la reprise de son financement à l'UNRWA. Alors que les États impérialistes alliés d'Israël continuent d'ignorer la seule réponse viable pour les PalestinienNEs et que l'offensive terrestre sur Rafah se prépare, nous devons poursuivre notre mobilisation dans la rue et les différents collectifs pour exiger l'arrêt des transferts d'armes par la France et des sanctions contre Israël.

Louisa D.

## No comment

Ce n'est pas parce que je viens de la droite que je ne crois pas en notre modèle social: je crois à la nécessité de protéger les plus fragiles. Je crois en l'hôpital public. Je crois à l'école publique. En revanche, je ne crois pas en l'accumulation de dépenses année après année qui deviennent des acquis sur lesquels on ne bouge pas. [...] Nous devons remplacer l'État-providence par l'État protecteur.

Le «en même temps» selon Bruno Le Maire, France Inter, le 18 mars. Pour clarifier les concepts, ajouter après «l'État protecteur»... «des actionnaires»!

## Agenda

**Samedi 23 mars, réunion publique du NPA sur la lutte contre l'extrême droite avec Ugo Palheta, Béziers.** À 17h, à la Cimade, 14, rue de la Rotonde.

**Samedi 23 mars, manifestation contre le racisme et le fascisme.** À Paris, départ 14h Bastille.

**Samedi 23 mars, manifestation contre le nucléaire, Caen.** Départ à 14h de l'ASN, 1, rue du Recteur-Daure.

**Mercredi 27 mars, soirée unitaire Solidarité Palestine, Ivry-sur-Seine (94).** À 19h, Au Robespierre, 2, rue Robespierre (métro Mairie d'Ivry).

**Samedi 30 mars, manifestation en solidarité avec la Palestine, Paris.** À 14h, République.

**Mercredi 3 avril, réunion publique - débat du NPA «Rassembler pour une gauche de rupture», Paris.** À 19h30, Espace Mas, 10, rue des Terres-au-Curé dans le 13<sup>e</sup> (métro Porte d'Ivry).

**Samedi 6 avril, manifestation pour la libération de Georges Abdallah «40 ans de prison, toute une vie de combat!», Lannemezan (65).** Infos: campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com.

**Samedi 6 avril, fête anticapitaliste «Pop culture et révolution», Limoges.** Dès 16h, salle Édouard-Detaille, 6 rue Édouard-Detaille à Limoges. Théâtre, couscous, débats sur la Palestine et les luttes paysannes, concert de Chaotic Footstompers. Entrée libre. Organisé par le NPA avec Bolchegeek.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**L'Anticapitaliste.org**

**L'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction:**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
1800 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction:**  
Fabienne Brifault

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## EUROPE L'armée suisse: toujours gourmande, toujours inutile?

Alors que la crédibilité de l'armée est en chute libre, la droite continue sa politique militariste en voulant de nouveau dilapider des dizaines de milliards pour son budget.

En décembre 2023, la conseillère fédérale Viola Amherd a annoncé qu'elle voulait investir plus de 30 milliards (!) pour « reconstruire » l'armée jusqu'en 2035. En plus de cette folie pécuniaire, non seulement le service militaire est toujours obligatoire, mais son budget annuel s'élève à 5 milliards. En 2022, le Conseil national a voté une augmentation à 7 milliards d'ici 2030.

### Situation politique et économique de l'armée suisse

Tout d'abord, il est utile de rappeler que le lobby militaire dans le pays est extrêmement puissant. Viola Amherd, qui n'a rien de « centriste » ou de modérée dans ses positions politiques bourgeoises et néolibérales, ne cache pas son goût pour le militarisme.

Lors de l'invasion meurtrière de l'Ukraine par les forces russes en 2022, elle s'est rapidement positionnée en faveur d'une augmentation budgétaire de l'armée, alors que la Suisse se trouve à environ 2000 km du front et qu'elle ne représente vraisemblablement pas une cible pour Poutine.

En outre, Lobbywatch.ch nous apprend que tous les grands partis bourgeois, dont l'UDC, le PLR et le Centre, ainsi que de plus petites formations, comme le MCG et la Lega, ont des liens d'intérêt dans le secteur militaire. Malgré le soutien conséquent que le gouvernement et le monde politique bourgeois offrent à l'armée, elle réussit tout de même à se ridiculiser : trous financiers, difficultés à se légitimer, et gaspillage massif de ressources économiques et de matières premières. Le manque de crédibilité de l'armée est même reconnu par la droite ! [...]

Alors que la droite martèle contre l'AVS [assurance vieillesse], disant qu'« il n'y a pas d'argent », dépenser des milliards pour l'armée ne semble pas lui poser de problème. Ces montants devraient plutôt être investis dans les nombreux services et prestations sociales du pays qui souffrent de sous-investissements et de pénuries de personnel, comme les domaines de la santé et de la formation.

De plus, dans un climat de crises internationales et de réarmement massif des États occidentaux, l'augmentation de la capacité militaire suisse ne participe pas à l'apaisement et la pacification des rapports entre pays. Au contraire, Viola Amherd profite de la situation pour gonfler les poches des milieux militaires, et les autorités fédérales, qui font les louanges de la pseudo-neutralité helvétique, participent activement à la course aux armements et à l'escalade de la violence dans le monde.

### Armée et militarisme, non merci!

En prenant en compte de la situation internationale et les besoins des franges de la population les plus précarisées et délaissées du pays, il est nécessaire de repenser l'armée suisse. La construction d'une Suisse réellement solidaire à l'intérieur comme à l'extérieur signifie de mettre fin au militarisme représenté par Amherd et dont l'une des fonctions principales demeure le maintien de l'ordre en terre helvétique. [...]

Répondons donc aux plans des autorités fédérales de manière critique et désamorçons le mythe que l'armée nous protège et qu'elle est nécessaire pour le pays. Mettons un terme au militarisme et au business des armes, incitateurs de violences et de souffrances, qui nous privent des moyens pour construire une société plus solidaire et écologique!

Ph. K.

Version intégrale à lire sur Solidarites.ch

## ARGENTINE Le gouvernement de Milei à la croisée des chemins

Après la défaite politique de Milei lors du débat législatif sur le retrait de la loi « omnibus » (voir l'Anticapitaliste n° 695 du 15 février 2024) a suivi une période d'isolement politique et d'affrontement avec les gouverneurs centristes et même alliés. Le gouvernement avait répondu au manque de soutien de ce secteur pour approuver la loi par une coupure de fonds très importante pour les provinces et avec des discours très agressifs (les gouverneurs étaient des traîtres, le parlement un nid de rats et tout opposant un voleur et un criminel).

Le 1<sup>er</sup> mars, avec son discours lors de l'ouverture des sessions ordinaires de l'Assemblée, Milei semble avoir corrigé le tir, au moins en ce qui concerne le rapport avec l'aile centre, c'est-à-dire avec le secteur appelé « l'opposition amicale ». Parce que, même en gardant un discours agressif voire violent, il a proposé une nouvelle négociation : un pacte, à signer fin mai, entre l'État national et les provinces. Ce pacte, bien qu'il soit fondé entièrement sur sa ligne politique ultra-libérale, impliquerait aussi un accord fiscal pour aider les provinces qui se trouvent au bord de la faillite après la coupure de fonds par le gouvernement. Cette raison pousse les gouverneurs à se dire ouverts et même favorables, même si Milei a mis comme condition l'approbation de la loi « omnibus ».

### Financement des provinces vs loi « omnibus »

Seul le temps dira s'il s'agit d'un changement stratégique — plus dans le dialogue et la négociation avec des alliés circonstanciels, comme semble le demander une partie de l'entourage présidentiel — ou d'un changement purement tactique pour reprendre l'initiative politique et gagner du temps. On le verra dans l'évolution des négociations, car celles-ci ne semblent pas faciles à mener



WIKIMEDIA COMMONS

jusqu'au bout. D'un côté, une partie des gouverneurs et figures politiques centristes ne semblent pas prêtes à accepter le projet de loi s'il reste dans les mêmes termes qui les avaient poussées à s'y opposer. De même qu'accepter le pacte de mai dans les termes actuels pourrait leur faire perdre toute initiative politique et la position de force construite après le retrait de la loi. Il faudra donc voir si Milei accepte les contre-propositions qui, tout en étant moins radicales que les siennes, bénéficieront tout autant à la bourgeoisie argentine. Un élément central de la négociation sera l'impact réel du chantage du gouvernement sur les fonds destinés aux provinces. Le rejet de son mégadécret par le Sénat jeudi

14 mars (ce sont désormais les députés qui doivent décider du rejet ou de l'adoption définitive du décret) ne semble pas changer la donne. Les négociations restent ouvertes, le discours relativement modéré.

### La base sociale des centristes peu encline à Milei

Un possible accord politique n'implique pas nécessairement que le gouvernement pourra avancer sans encombre. D'abord parce qu'une partie des classes moyennes est de plus en plus choquée par le « style présidentiel » : ses nombreuses attaques verbales, son utilisation de Twitter à la Trump (en twittant ou retwittant des messages discriminatoires et

des insultes) choquent et même des journalistes de droite s'insurgent. De même, lors de ses discours, quand il met en cause le nombre de disparus lors de la dernière dictature, quand il parle d'« assassins au foulard vert » (en référence au foulard des féministes qui défendent le droit à l'IVG) ou même quand, le 8 mars, au moment où des dizaines de milliers de femmes manifestaient dans les rues du pays, il décide de rebaptiser le « Salon des femmes » du palais du gouvernement par le « Salon des héros de la nation » avec des portraits masculins. Ce secteur de la classe moyenne fait partie de la base sociale des centristes et peut pousser à des reconfigurations en cas d'un accord trop favorable au gouvernement. Mais l'élément central sera la possibilité d'une explosion sociale. Face aux attaques constantes sur le pouvoir d'achat, à la pauvreté grimpeante, aux licenciements et fermetures temporaires de quelques grandes entreprises, la patience d'un large secteur des travailleurEs peut arriver à sa fin. L'économie argentine est dans une crise si profonde que le gouvernement, même en gagnant du temps pour stabiliser les comptes, n'aura fait qu'augmenter la misère des travailleurEs et des retraitéEs, et donc d'une partie de sa base électorale.

Martin N.

## LIBYE Nouvelle tentative d'un gouvernement d'union

Les amorces de résolution de la crise se heurtent à l'ingérence de puissances étrangères et aux dirigeants des milices qui profitent largement des troubles du pays.

Réunis à Tunis, 120 membres des deux parlements, l'un de Tripoli, contrôlé par le Premier ministre Dbeibah, et l'autre dans l'Est, dirigé par le maréchal Haftar, sont convenus d'avancer vers des élections pour mettre fin à la crise libyenne.

### Conférence du Caire

Quelques jours plus tard, sous l'égide de la Ligue arabe, les représentants des trois entités étatiques, le Conseil présidentiel, le Haut Conseil d'État et la Chambre des représentants ont acté un accord. Il prévoit notamment la nomination d'un gouvernement resserré de technocrates, dont la principale tâche serait l'organisation des élections.

En refusant ce processus, le Premier ministre Dbeibah ne fait que renforcer son isolement. La plupart de ses soutiens lui font désormais défaut, à l'image d'Al-Seddik Omar al-Kabir, le gouverneur de la Banque centrale. Il est aussi fortement contesté par la rue. La crise économique ne cesse de s'approfondir : le dinar libyen perd de sa valeur aggravant l'inflation car la quasi-totalité des denrées et marchandises sont importées. Pour l'anniver-

saire de la Révolution libyenne du 17 février, le Premier ministre s'était lancé dans des dépenses somptuaires. Les populations présentes avaient protesté bruyamment contre ce gaspillage d'argent, alors que la plupart des fonctionnaires connaissent des retards de salaire. Dbeibah a passé plus de temps à placer les membres de sa famille élargie dans l'appareil d'État qu'à chercher à résoudre la crise politique et économique.

### Le chaos profitable

Cette énième tentative de règlement politique risque fort d'échouer en raison de deux obstacles. Le premier est l'ingérence des puissances étrangères. Le gouvernement de Tripoli bénéficie du soutien de la Turquie qui en profite pour mettre la main sur le pétrole en mer libyenne. Haftar, lui, est soutenu par l'Égypte et les Émirats arabes unis ainsi que par la Russie via les troupes de Wagner.

La France n'est pas en reste. Si elle appuie officiellement les efforts de l'émissaire des Nations unies Abdoulaye Bathily, elle soutient en sous-main militairement, aux côtés de Wagner, les troupes d'Haftar. La

découverte d'armements issus des stocks français, comme les missiles Javelin, ou encore la mort de trois soldats lors d'un accident d'hélicoptère à Benghazi confirment cet engagement.

Le second obstacle est que la situation de confusion permet à la plupart des dirigeants adossés aux milices de s'enrichir en pillant les ressources de pétrole et en s'adonnant à toutes sortes de commerces illicites fortement lucratifs. Cela va du trafic de carburant à celui de la drogue et au plus sordide, celui des migrantEs sub-sahariens rançonnés ou réduits au travail forcé.

Si, pour les pays européens, cette situation n'est pas idéale, ils s'en accommodent parfaitement tant que les milices jouent la police et empêchent les migrantEs de s'embarquer pour l'Europe.

Paul Martial

### À lire sur le site



**Russie : « Nous sommes certains qu'à l'occasion de cette "élection", plusieurs millions de personnes exprimeront un vote de protestation », par Mikhail Lobanov**



**États-Unis : Les Oscars et la politique, par Dan La Botz**

«NOUVEAU PACTE EUROPÉEN POUR LA MIGRATION ET L'ASILE»

# L'UE RENFORCE SA GUERRE CONTRE LES MIGRANT·E·S

**Le chiffre**

**25 000**

C'est le nombre de personnes qui ont trouvé la mort en Méditerranée depuis 2014.

Alors que ces derniers mois la loi raciste de Darmanin-Macron mobilisait contre elle des milliers de manifestantEs, l'Union européenne (UE) concoctait une réforme d'ampleur sur le même sujet. Débutée en 2020, à la suite du drame de l'incendie du camp de Moria sur l'Île de Lesbos — symbole

du désastre humanitaire qu'est la politique migratoire de l'UE —, le travail de la Commission européenne a abouti à un ensemble de dispositifs aggravant encore sa politique raciste. Le 20 décembre 2023, après trois ans de tractations et de compromis pour arriver à un consensus des

27 États membres le Nouveau Pacte européen pour la migration et l'asile (NPMA) devrait être proposé au vote du Parlement début avril. Les politiques migratoires européennes comme les législations nationales en seront lourdement impactées. Dossier réalisé par Josie Boucher

## Construire une Europe Forteresse: l'obsession raciste de l'UE

L'«invasion migratoire» hante les gouvernements de l'UE qui n'ont de cesse depuis les années 2010 de construire pierre par pierre la forteresse Europe en fermant les voies légales de circulation à toutes celles et tous ceux qui fuient les guerres et la misère.

Les règlements européens se sont succédé et empilé sans pour cela faire consensus entre les pays de l'UE, mais au contraire en créant des tensions permanentes entre les pays riches du nord de l'Europe et ceux du sud et de l'est, à ses portes et sur lesquels a reposé essentiellement l'«accueil» des migrantEs. Les murs meurtriers se sont multipliés comme ceux de Melilla et de Ceuta à la frontière entre le Maroc et l'Espagne, les prisons à ciel ouvert en Grèce et la montée en puissance de Frontex.

### Objectif des États: trier, enfermer, expulser

Sans surprise, la véritable «usine à gaz» que constitue le NPMA s'inscrit dans la continuité: toujours fondé sur le postulat que l'UE est menacée par la «pression migratoire». Il vise en réalité à ressouder les États membres, particulièrement divisés depuis la mal nommée «crise migratoire» de 2015 (en fait une crise de l'accueil), autour d'un objectif commun: mieux résister «aux situations de crise et de force majeure» liées «à un grand nombre d'arrivées irrégulières». Une approche clairement raciste qui s'est révélée au grand jour lors de l'afflux en 2022 de 3 millions de réfugiés ukrainienEs qui ont heureusement bénéficié dans toute l'Europe, et sans problème, de la directive européenne de protection temporaire alors qu'elle était refusée aux autres réfugiésEs, y compris ceux et celles de pays tiers qui résidaient en Ukraine. Les principes qui ont dicté ces textes législatifs se résument en trois mots: trier, enfermer, expulser. Et une priorité: interdire toute liberté de circulation à celles et ceux considérés comme des indésirables en généralisant l'externalisation des frontières. Ne considérant toutes ces personnes en détresse que comme une monnaie d'échange, l'UE continue et intensifie à grande échelle, le marchandage néocolonial avec les États non européens.



Ces textes font fi de l'article 3 de la Convention de Genève qui prohibe expressément toute discrimination fondée sur le pays d'origine dans le traitement des demandes d'asile

Achetant, moyennant finances, la complicité des gouvernements dictatoriaux et corrompus du pourtour méditerranéen, de l'Afrique et de l'Asie, l'UE les utilise comme supplétifs pour mener sa politique raciste de répression des migrantEs, et se décharge ainsi de toute responsabilité pour les pires exactions commises à cette fin, en dehors de ses frontières.

### Enfermer arbitraire et droit d'asile bafoué

Afin d'organiser le fichage, le tri et l'expulsion des personnes arrivées aux frontières, les textes prévoient de généraliser et de systématiser l'approche «hotspot». C'est-à-dire de multiplier les prisons à ciel ouvert qui ont montré leur inhumanité. Dans ces camps de concentration où toutes les personnes arrivant aux frontières devront être enfermées pour au moins 12 mois afin d'examiner leur situation, faire le tri, grâce au système très perfectionné d'Eurodac<sup>1</sup>, entre les «vrais» demandeurEs d'asile et les autres devant être immédiatement renvoyés dans leur

pays d'origine: une normalisation du recours arbitraire à la détention — y compris pour les enfants et leurs familles — dans des camps qui seront des espaces d'exception où l'accès à un juge sera rendu quasi impossible. Les migrantEs y seront massivement enfermés puis expulsés, sans pouvoir bénéficier d'un examen individuel et approfondi de leur situation et sans accès à leurs droits.

Faisant fi de l'article 3 de la Convention de Genève qui prohibe expressément toute discrimination fondée sur le pays d'origine dans le traitement des demandes d'asile, ces textes introduisent un critère de profilage racial — les demandes n'étant plus individualisées mais traitées selon la nationalité. Ainsi, pour les ressortissantEs de nationalité ayant peu de chance d'obtenir un asile, le taux de reconnaissance du statut de réfugié est fixé arbitrairement — quelle que soit leur situation — à 20% pour l'ensemble de l'UE. En créant des procédures exceptionnelles de «crises», de «cas de force majeure» ou

encore d'«instrumentalisation des migrations», le Pacte autorise les États membres à s'affranchir largement du droit d'asile et ouvre la porte à de nombreuses violations des droits tels que le principe de non-refoulement, une assistance juridique, le recours effectif, etc.

Par ailleurs, autre aspect sinistre et lourd de menaces, ces procédures exceptionnelles pourront inclure les ONG sous prétexte que leur action humanitaire a «pour objectif de déstabiliser l'Union». Ce qui laisse le champ libre aux États de l'UE pour criminaliser l'aide aux migrantEs qu'apportent notamment les organisations civiles de secours et de sauvetage en mer.

### Solidarité de l'UE... contre les migrantEs

En conservant le critère du principe de pays de première entrée considéré comme responsable de l'examen des demandes d'asile, en augmentant la durée de cette responsabilité à 20 mois, en excluant les frères et sœurs de l'accès à la réunification familiale, le NPMA perpétue en l'aggravant le «système Dublin». Cette machine infernale qui — depuis 25 ans — jette dans l'errance des milliers personnes.

Le NPMA perpétue en l'aggravant le «système Dublin». Cette machine infernale qui — depuis 25 ans — jette dans l'errance des milliers personnes

De plus, le consensus, issu des tractations sur la «solidarité» entre les pays de l'UE pour se répartir les demandeurEs d'asile, se traduit par une politique encore plus répressive, et sur fond d'abject marchandage sur le dos des réfugiésEs. En effet, les États refusant d'accueillir des demandeurEs d'asile seront censés verser 20 000 euros par personne refusée à un fonds de solidarité européen, soit participer... à la militarisation des frontières via le financement de murs, camps et barbelés!

Contre cette Europe capitaliste des murs, des camps et des barbelés, exigeons l'abrogation de ce pacte comme de toutes les mesures et lois racistes. Pour une Europe solidaire, exigeons l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation!

1 — Eurodac: une base de données mise en place dans l'UE. Dotée d'un système automatisé de reconnaissance d'empreintes digitales (pour identifier des personnes et déterminer l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile et de faciliter l'application du système Dublin).

## Les frontières racistes tuent



«Une réforme cruelle, coûteuse et inefficace qui risque de créer toujours plus de souffrances et multiplier les désastres humanitaires aux frontières et tout au long des parcours d'exil». Cette caractérisation par la Cimade du nouveau Pacte européen sur la migration a trouvé sa tragique confirmation six jours après l'accord conclu par les ministres européens.

Le 14 juin 2023 au petit matin, au large de la ville grecque de Pylos, plusieurs centaines de femmes, d'hommes et d'enfants en quête de refuge périssaient dans le naufrage d'un bateau de pêche.

### Une hausse de 20% des morts sur le chemin de l'exil

D'après les chiffres de l'OIM (Office international des migrations), les morts sur les chemins de l'exil ont augmenté de 20% cette année. La Méditerranée n'est pas seulement un cimetière. C'est une scène de crime! Une scène de crimes contre l'humanité où des millions de touristes des pays occidentaux continuent de naviguer librement chaque année, alors que plus de 25 000 personnes depuis 2014 ont trouvé la mort à bord d'embarcations de fortune dans l'indifférence des gouvernements et des grands médias. Depuis 2020, le 6 février (date qui fait référence au massacre de 2014 à Tarajal où la Guardia Civil a tiré des balles en caoutchouc pour dissuader les migrantEs de rejoindre les côtes espagnoles), de nombreuses manifestations solidaires dans différents endroits du monde célèbrent la Commemor'Action pour exiger que ces morts soient reconnues comme des victimes des régimes impérialistes et des États capitalistes.

## AIDES À DOMICILE Onela... et bien là!

Depuis le 1<sup>er</sup> février, les salariéEs de la cellule en charge des plannings d'Onela, une entreprise d'aides à domicile en employant plus de trois mille, sont en grève illimitée.

Les revendications des salariéEs portent notamment sur les conditions de travail, car le service occupe des locaux insalubres et trop petits (4 m<sup>2</sup> par personne) et les sièges sont inadaptes, provoquant des troubles dorsaux; une hausse du salaire horaire à 17 euros net avec une augmentation liée à l'ancienneté, la majoration du travail du samedi, du dimanche et des jours fériés, en compensation des horaires de travail décalés pouvant aller jusqu'à dix heures par jour et du sous-effectif puisque seulement 15 salariéEs doivent gérer les plannings d'une soixantaine d'agences; le versement de la prime Covid; la fin de leur mise à disposition, à leur insu, d'autres entreprises du groupe Colisée auquel Onela appartient. La cellule gère en effet les plannings de trois entreprises distinctes, une opération constitutive de prêt de main-d'œuvre qui, pour être licite, ne pourrait se faire que sans but lucratif et nécessiterait un avenant au contrat de travail.



NPA

### 13 centimes de plus par heure!

Après huit réunions de conciliation, la direction d'Onela ne donne pas satisfaction aux grévistes. Le mépris est manifeste puisqu'elle ne propose qu'une augmentation du salaire horaire de... 13 centimes d'euro et prétend ne pas avoir le mandat pour aller plus loin. Elle s'est montrée menaçante et a déjà licencié l'un des grévistes. Cette situation incite les salariéEs à s'adresser directement au groupe Colisée, qui se trouve être une des multinationales de l'accompagnement des personnes âgées. Agissant dans tous les secteurs du marché (maisons médicalisées, résidences services, aide à domicile, portage de repas), autoproclamée « entreprise à mission », employant 19 000 salariéEs en Europe et en Chine, son chiffre d'affaires de 1,16 milliard d'euros en 2021 a été multiplié par 6 en sept ans! Elle bénéficie des fonds de la Caisse des dépôts et de placement du Québec, en charge des régimes de retraites de la province francophone. Sa présidente a une longue carrière dans la gestion immobilière, et son siège se trouve dans une rue perpendiculaire des Champs-Élysées, à distance physique et symbolique des lieux où il exploite ses salariéEs.

### Salariés pas esclaves

C'est donc devant le siège du groupe Colisée que se sont rassemblés les 15 mars dernier, les salariéEs en grève et leurs soutiens, dont plusieurs camarades du NPA, et Rachel Keke, députée France insoumise et ancienne gréviste de l'hôtel Ibis Batignolles venue rappeler avec force que la grève dérange. Une banderole « Salariés pas esclaves » a été déployée et les salariéEs ont présenté un chèque symbolique de 13 centimes. Le NPA apporte tout son soutien aux grévistes et va œuvrer pour populariser la grève jusqu'à la victoire.

### Correspondant

Cagnotte de soutien sur Leetchi: <https://urlz.fr/pVQR>

Instagram: @mouvementgreviste

Prochain rassemblement: 21 mars à 11h devant le siège d'Onela au 35, rue de Paris à Boulogne-Billancourt.

## RÉPRESSION L'État condamné pour l'utilisation de nasses préventives... en 2010

Le 8 février 2024, par un arrêt de la CEDH (Cour européenne des droits de l'Homme), l'État français a été condamné pour la nasse organisée par préfet et chef de police de Lyon le 21 octobre 2010 sur la place Bellecour.

Cet arrêt est donc une victoire donc pour le collectif lyonnais qui se félicite d'avoir su maintenir une action collective durant... treize ans afin de faire condamner l'utilisation des nasses préventives.

Souvenons-nous, le 21 octobre 2010, la jeunesse rejoignait la mobilisation unitaire contre la réforme des retraites (60 à 62 ans), et la police organisait pour la première fois à une aussi grande échelle, une garde à vue à ciel ouvert de centaines de manifestantEs: principalement des lycéenEs et étudiantEs bloqués de 13 heures jusqu'à l'exfiltration avec contrôle d'identité de 17 heures à 20 heures.

### Riposte et naissance d'un collectif

Cette garde à vue a révolté et provoqué une riposte le soir même dans le cadre préexistant du CIRDEL (Centre d'initiatives et de réflexion pour la défense des libertés) avec les syndicats de la magistrature et des avocats de France. Des dizaines de militantEs se réunissaient pour dénoncer cette répression policière.

Un premier travail de permanence s'est immédiatement organisé et a permis de récolter des témoignages nominatifs.



Un meeting a eu lieu avec les manifestantEs: la FCPE69 et les syndicats comme la CGT, Solidaires, FSU, avec le soutien d'Attac, de la LDH, de SOS Racisme, du MRAP, du MFPF, et les organisations politiques PCF, NPA, les Alternatifs, GU. De là est né le collectif du 21 octobre 2010, cadre unitaire d'individus et d'organisations qui a mené la bataille côte à côte contre cette nasse jusqu'à la Cour européenne en s'appuyant

sur deux éléments. D'une part, une action en justice, collective, avec un seul avocat lyonnais M<sup>e</sup> Sayn, puis l'avocat parisien M<sup>e</sup> Spinosi quand l'affaire est passée en cassation et auprès de la CEDH.

Le recueil de centaines d'écrits a permis l'engagement de 18 plaignantEs individuels, pièce maîtresse pour le juge d'instruction au départ. D'autre part sur des actions collectives de terrains: recherche de soutien financier

pour déposer la caution, réunions, conférences, manifestations, liens avec d'autres actions contre les répressions policières.

### Droit de manifester et liberté de circuler

Notre volonté de dépasser les divisions et de garder le cadre unitaire pour défendre le droit fondamental de manifester et la liberté de circuler a été très importante. Cette unité s'est réaffirmée à chaque étape du processus judiciaire: l'instruction, la cour d'appel, la Cour de cassation, et, bien sûr, à chaque action...

Le NPA a contribué à faire vivre cette unité par son engagement comme partie civile. Notre plainte a été instruite et a permis d'obtenir les chiffres de la police: entre 17 heures et 20 heures, le 21 octobre, place Bellecour, la police a exfiltré et contrôlé 621 personnes dont 90 mineurEs coincés depuis 13 heures

C'est une victoire en demi-teinte car la France est surtout condamnée par manque de textes réglementaires encadrant cet usage à l'époque. Depuis, l'État a un schéma de maintien de l'ordre faisant référence à la possibilité de nasse!

Françoise, Lyon

## FIN DE VIE Une nouvelle loi, ses avancées et ses insuffisances

Décider de son propre destin face à la mort est un droit fondamental. Depuis des années, lobbies médicaux et religieux freinent l'adoption d'une vraie loi pour le droit de mourir dans la dignité. Après de nombreux reports, Macron vient enfin d'annoncer un projet de loi qui intègre une « aide à mourir ». Les associations saluent cette avancée, mais pointent déjà ses insuffisances.

Les pouvoirs médicaux et religieux ont la vie dure face à une exigence largement plébiscitée dans la société, celle du droit de mourir dans la dignité. Et chaque loi votée révèle rapidement ses insuffisances. La loi Leonetti de 2005 n'instaura qu'un simple droit au « laisser mourir » face à l'acharnement thérapeutique. Puis la loi Claeys-Leonetti de 2016 instaure la possibilité d'une sédation profonde et continue jusqu'au décès.

### Misère des soins palliatifs

Une possibilité, déjà insuffisante, immédiatement mise à mal par le manque dramatique d'équipes de soins palliatifs, avec deux personnes sur trois qui n'y ont pas accès en France, sans compter que 21 départements en sont totalement privés. Mise à mal aussi par la difficulté d'accès en ville au midazolam, un puissant sédatif. Mise à mal enfin par les protocoles de la Haute Autorité de santé et de la très réactionnaire Société française d'accompagnement et de soins palliatifs, qui limitent encore cette avancée, utilisée au compte-goutte, avec une lente déshydratation et une sédation souvent fluctuante, douloureuse pour les malades et les familles. Ce sera donc la première fois qu'un projet de loi intègre une « aide à mourir », à la demande des patientEs, en recevant une



« substance létale », selon des « conditions strictes ». Le projet de loi prévoit le cumul de quatre conditions: être majeur, avoir un discernement plein et entier, une maladie incurable et un pronostic vital engagé à court ou à moyen terme, et subir des souffrances que l'on ne peut soulager.

### C'est au malade de décider

Reste qu'avec l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, qui réclame depuis des années une loi visant à légaliser l'euthanasie et le suicide assisté et à assurer un accès universel aux soins palliatifs, nous ne pouvons que constater qu'« à ce stade, le

texte n'est pas celui qui permettra de répondre le plus parfaitement aux demandes légitimes des personnes en fin de vie. Il n'est pas le texte porté par les militants du droit de mourir dans la dignité. Mais il est, assurément, une première étape ». En ne prenant pas en considération les demandes anticipées, le texte exclut toutes les maladies neurodégénératives, de type Alzheimer. En exigeant que le pronostic vital soit engagé à court ou à moyen terme, ce texte condamne les patientEs atteints de pathologies lentement évolutives, type maladie de Charcot, à éprouver les contractures douloureuses et l'angoisse

insupportable des derniers stades de la maladie.

Macron parle enfin de collégialité médicale, sans indiquer au final qui prendra la décision et selon quelles modalités. L'association Le Choix - Citoyens pour une mort choisie souligne à juste titre que « si la concertation est souhaitable, c'est au malade de décider », qui d'autre que soi peut juger de sa souffrance. Comme le souligne justement Stéphane Velut, chef du service de neurochirurgie au CHU de Tours, « la technique est là pour venir au secours de l'autodétermination à son propre destin ».

Frank Prouhet

### À lire sur le site

**Nucléaire: EPR, non merci! À Caen, le 23 mars!**

**Le RN et les « élites », un trompe-l'œil?**

# Culture

**ESSAI** *Les naufragés du Grand Paris express*, d'Anne Clerval et Laura Wojcik

Éditions La Découverte, coll. Zones, 2024, 256 pages, 20,50 euros.

C'est un livre d'enquête et d'analyse sur les transformations de quartiers à Paris et autour, avec l'extension des lignes de métro, les nouvelles gares, avec en toile de fond l'arrivée des Jeux olympiques. Écrite par une géographe et une journaliste, cette histoire presque banale d'aménagements urbains est en réalité dramatique pour les habitantEs concernés, surtout évidemment les plus modestes et les plus précaires.

### Témoignages des habitantEs des quartiers populaires

On est face à une machine infernale, tout à fait dans la mode ultralibérale, le capitalisme dans sa splendeur, une machine à profits, à faire des affaires, au mépris de l'intérêt général, sans scrupule, ne craignant pas de détruire des vies. Les politiques d'urbanisme sous prétexte de moderniser, adapter, développer, en réalité renforce l'appropriation et le pouvoir de la minorité qui décide et qui possède.

Une bonne partie du livre comprend des témoignages d'habitantEs, locataires ou propriétaires, de militantEs associatifs, de quartiers. Ils racontent ce qui se passe concrètement avec ce projet de « renouvellement urbain » qu'est le Grand Paris.



Il s'agit de quartiers populaires, composés très souvent de populations racisées, d'origine immigrée, qui sont transformés profondément, des immeubles sont démolis, les logements détruits, les habitantEs expropriés et expulsés.

Cela sans ménagement, brutalement même, dans l'esprit du moment. Cela au nom de l'utilité publique. Les habitantEs ne peuvent que subir, accepter, en espérant être relogés dans des conditions pas trop mauvaises, pas trop loin. Car le changement dans ces quartiers, ce sont des logements plus chers, qui deviennent inaccessibles pour les plus modestes.

### La gentrification : la lutte de classe dans l'espace urbain

Cela s'appelle poliment la « mixité sociale », ce concept qui fait venir des gens moins pauvres dans des quartiers qui concentrent trop de pauvreté, pour éparpiller cette pauvreté, cela aux yeux des pouvoirs politiques. Nommé autrement, c'est la gentrification, un processus qui éloigne les pauvres des centres-villes. C'est la lutte de classe appliquée à l'espace urbain, aux lieux de vie.

Les témoignages sont émouvants, ils expriment une véritable souffrance et démontrent bien les dégâts humains et sociaux des politiques urbaines en place. Les autrices racontent et analysent aussi clairement à quel point les pouvoirs politiques nationaux et locaux, les éluEs des collectivités territoriales adhèrent aux logiques libérales au service des capitalistes de l'immobilier. Elles finissent par une réflexion sur une issue démocratique, par la réappropriation collective de l'urbanisation, de l'habitat, par cette lutte de classe que les opprimés ont tout intérêt à reprendre à leur compte.

Philippe Poutou

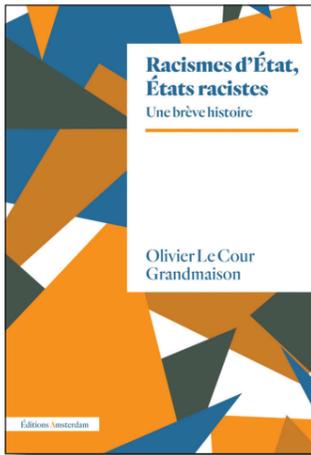
# ESSAI *Racismes d'État, États racistes*, d'Olivier Le Cour Grandmaison

Éditions Amsterdam, 2024, 240 pages, 19 euros.

Voici un livre précieux qui remet de la réflexion là où les gouvernements successifs n'ont cherché qu'à cultiver les haines racistes. Avec Macron, la répression s'abat de plus en plus durement contre les étrangerEs, les musulmanEs ou supposés tels, les migrantEs. En même temps qu'est développée une « police de la pensée et du vocabulaire » contre leurs soutiens. Afin aussi de nous diviser et de nous détourner de la lutte indispensable contre les inégalités sociales et la remise en cause des droits. C'est ce qui s'appelle un racisme d'État à ne pas confondre avec les États racistes.

### Le racisme d'État

Ce concept, énoncé par Michel Foucault en 1976, décrit un racisme qui vient du sommet d'un État, le plus souvent « démocratique », pour imprégner toute la société. Cela passe par la construction de l'ennemi intérieur. Le visage de celui-ci change selon les époques mais les méthodes restent les mêmes : diffuser la confusion et la peur, à coups de mensonges, d'inversion des responsabilités, de mépris. Olivier Le Cour Grandmaison cite l'invention de « la République juive » entre les deux guerres, le harcèlement permanent des Gens du voyage et des Roms ou encore la supposée dangerosité des personnes condamnées à la



clandestinité ou vivant dans les quartiers populaires.

Aujourd'hui, ce qui est également mis en avant c'est l'idée qu'il y aurait un risque de djihad en France, de guerre civile. D'où la profusion de décrets et lois, dont celle sur le séparatisme, mis en application avec zèle par les différentes administrations, notamment par la police et la justice. Expérimentés dans les colonies, ces législations d'exception et ces pratiques autoritaires ont été imposées en métropole aux immigréEs puis à leurs descendantEs. Ainsi des contrôles illégaux au faciès, du recours à l'état d'urgence et au couvre-feu dans les quartiers populaires pour mater les révoltes légitimes. En voulant satisfaire des fractions de l'électorat et certains syndi-

cats policiers, en élevant la lutte contre l'islamisme au rang de priorité nationale, le gouvernement fait la part belle aux idées identitaires de l'extrême droite, notamment celles sur le « grand remplacement » et le « péril migratoire ». Et construit une cohérence redoutable entre une partie de la droite et l'extrême droite. L'auteur insiste sur le rôle délétère de la presse aux ordres qui « nationalise les haines de manière constante et prégnante » et sur la responsabilité de certains universitaires dans la montée des idées réactionnaires et fascistes.

### L'État raciste

Pour délétère et dangereuse que soit la situation en France, l'État n'est pas pour autant un État raciste. L'État raciste est un État autoritaire qui impose une ségrégation spatiale et une inégalité totale des droits entre les populations, vise à détruire les civilisations des minorités et pratique apartheid et génocide. Les exemples historiques cités sont l'apartheid en Afrique du Sud, la ségrégation totale aux États-Unis entre les Blancs et les NoirEs, le meurtre des autochtones indiens. « L'État raciste absolu c'est l'Allemagne nazie » qui organise le génocide des Juifs, des Roms et des Slaves. La colonisation de la Palestine par Israël qui conduit aujourd'hui à un apartheid et à une politique

génocidaire des PalestinienNEs permet de définir Israël comme un État raciste.

Ce livre clair et nécessaire est un appel pour un antiracisme politique, engagé dans le combat pour l'égalité et la justice sociale avec toutes les victimes du racisme. Intéressant son rappel de la lutte exemplaire des migrantEs occupant l'église Saint-Bernard. Voici des personnes, sans papiers, sans droits, sans voix qui entrent en résistance, pensent et s'organisent en tant que sujets politiques. Elles créent l'évènement, un vrai scandale pour le gouvernement, qui a développé une violence démesurée lors de leur expulsion. Mais cette lutte a inspiré des milliers de sans-papiers et leurs soutiens pour recommencer des mobilisations d'ampleur. Tant qu'il le faudra!

Roseline Vachetta

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44

contact@la-breche.com

# Vie du NPA

## GRENOBLE Face à l'extrême droite, unitaires et révolutionnaires!

Le mardi 12 mars, le NPA 38 organisait à Grenoble une réunion publique sur le thème « Face à la montée de l'extrême droite ici et ailleurs, une alternative écosocialiste! ». Un sujet d'actualité en France et dans le monde.

Nous l'avons traité en invitant Gippo, camarade italien de Sinistra Anticapitalista, et Martin, camarade argentin, pour présenter la situation dans leurs pays confrontés à des gouvernements d'extrême droite.

### De Meloni à Milei, comment lutter?

Gippo est revenu sur le gouvernement Meloni et les difficultés du mouvement social italien à résister à ses politiques réactionnaires. Tandis que Martin a évoqué la surprise qu'a constitué la montée de Milei et la violence de ses premières réformes. Enfin notre camarade Alice, membre de la direction du NPA, a présenté notre analyse de la situation française avec une extrême droite institutionnelle



Le 12 mars, à Grenoble. NPA

soutenue par les médias Bolloré, et nos réponses pour réagir en tant que militantEs révolutionnaires. Notre orientation consiste à travailler à l'unité de notre camp social, à combattre

l'extrême droite en dénonçant notamment sa façade sociale tout en étant clair sur notre rapport aux institutions et en défendant notre projet d'une société alternative écosocialiste.

### Un milieu militant intéressé

Parmi la quarantaine de participantEs, la présence de militantEs de plusieurs organisations (UCL, PCF, DAL, CGT, Solidaires...) dans l'assistance, en plus des tables tenues par VISA et RLF, montre que ce débat intéresse les militantEs. Le chemin à parcourir pour reconstruire un mouvement antifasciste, pour l'unité de notre classe face à l'extrême droite reste difficile.

Nous construisons ce mouvement en toute indépendance des institutions de l'État et de la République, mais en étant unitaires, ouverts à toutes les organisations et à toutes les militantEs du mouvement social.

Correspondant

# NICARAGUA « Il n'y a plus d'organisations syndicales, plus de mouvement social autonome. Nous avons besoin de solidarité »

**Entretien. Mónica Baltodano** était commandante guérillera pendant la révolution sandiniste et dirigeante de l'insurrection de Managua. Elle a eu des responsabilités dans le gouvernement révolutionnaire, s'occupant notamment des territoires et du travail municipal. En 2007, Daniel Ortega arrive au pouvoir en passant des accords avec la droite et des secteurs capitalistes sur un projet qui n'avait rien à voir avec la révolution sandiniste. Mónica Baltodano, avec beaucoup d'autres anciens militantEs et combattantEs du FSLN (Front sandiniste de libération nationale), s'est retrouvée dans l'opposition. Ensemble, iels ont créé des mouvements dissidents du Front sandiniste. En 2018, après la réponse répressive face au mouvement des paysanNEs et des étudiantEs qui a fait près de 400 morts, Mónica Baltodano s'est retrouvée en exil au Costa Rica, déchue de sa nationalité, tous ses biens et revenus confisqués. Elle est en Europe, invitée par la 4<sup>e</sup> Internationale, et a accepté de répondre à nos questions.

## Quel était l'objectif de votre voyage ?

Nous sommes en Europe pour dénoncer le régime dictatorial et absolutiste de Daniel Ortega et Rosario Murillo qui, depuis 17 ans, contrôlent le gouvernement et toutes ses institutions. Leur objectif n'est pas de bâtir un projet de transformation ni de sortir de la pauvreté dans laquelle vivent la majorité des NicaraguayenNEs, mais d'augmenter leur richesse personnelle, car eux sont devenus des capitalistes. Depuis leur retour au gouvernement en 2007, ils ont instauré un régime néolibéral avec les caractéristiques les plus brutales de l'extractivisme, notamment dans les mines d'or et d'argent. Cela a provoqué de profondes inégalités dans le pays. Plus de 700 000 NicaraguayenNEs ont dû partir. D'une certaine manière ce sont elles et eux qui soutiennent l'économie du Nicaragua, car les dollars qu'ils et elles envoient à leurs familles sont plus importants que l'ensemble des exportations du pays.

**Daniel Ortega et Rosario Murillo ont instauré un régime néolibéral avec les caractéristiques les plus brutales de l'extractivisme, notamment dans les mines d'or et d'argent**

Nous rappelons qu'au Nicaragua, la répression est de plus en plus forte. Il n'y a pas de liberté de la presse, de l'information. Personne ne peut penser de façon différente de celle du régime car les gens risquent la prison ou l'exil, et la confiscation de tous les biens. Plus de 4 000 organisations ont été interdites. Des associations qui travaillaient pour les droits des femmes, pour les droits de la nature, pour les droits des indigènes...

Il n'y a plus d'organisations syndicales, plus de mouvement social autonome. C'est pour cela que nous avons besoin de solidarité. Pas seulement d'une condamnation, pas seulement de communiqués de la communauté internationale, mais de solidarité. Nous sommes venuEs échanger avec des personnes qui avaient travaillé dans la solidarité dans les années 1980. Certaines étaient même allées là-bas et avaient participé à la lutte contre Somoza,



L'ANTICAPITALISTE

partageant notre rêve d'une société plus juste, d'une démocratie politique, économique et sociale. La possibilité de retrouver cette direction pour le Nicaragua existe. Pour ce faire, nous avons besoin de sortir de la dictature. Nous cherchons donc à l'affaiblir sur la scène internationale. Nous sommes en Europe pour proposer des projets paysans, des projets de formation et d'organisation. Nous avons besoin de nous organiser, et je suis particulièrement attachée à l'organisation des secteurs de gauche qui viennent du sandinisme. Il faut rendre justice à celles et ceux qui ont été assassinés ou inculpés, à toutes celles et ceux frappés par la dictature d'Ortega-Murillo. Voilà les sujets que nous avons abordés durant cette visite.

**Une partie de la gauche en Europe, même si elle sait ce qui se passe au Nicaragua, pense encore qu'Ortega est sandiniste, que c'est le révolutionnaire des années 1980...**

Nous avons constaté une avancée importante à gauche quant à la compréhension et aux informations sur ce qui se passe réellement au Nicaragua. D'après nos échanges, nous pouvons conclure que la majorité est consciente qu'au Nicaragua il n'y a pas un régime de gauche, que c'est un régime criminel qui a commis des violations évidentes des droits humains.

Mais il reste un secteur à gauche qui s'acharne à dire que c'est la poursuite de cette belle révolution qui l'avait enthousiasmé. Cette gauche-là ferme les yeux face à la réalité. Certains disent que c'est parce qu'Ortega est anti-impérialiste. Je veux leur dire qu'Ortega n'est pas anti-impérialiste. Il utilise cette rhétorique dans le but de garder un certain secteur de sa base sociale. Mais pour tromper

cette partie de la gauche, il essaye de s'inscrire dans une nouvelle logique Ouest-Est. Voilà pourquoi il soutient la Russie ou s'aligne sur l'Iran ou la Corée du Nord. En réalité, la majorité de la gauche a progressé, pas seulement en Europe mais aussi en Amérique latine. Il y a des voix fortes comme celle de Gabriel Boric au Chili ou du président Gustavo Petro en Colombie ou encore Andres López Obrador au Mexique, qui ont condamné la déchéance de nationalité de plus de 300 NicaraguayenNEs. Des voix très importantes se font entendre comme celles de Pepe Mujica en Uruguay, de Cuauhtémoc Cárdenas au Mexique. Nous avons fait des progrès, mais il est très important que les gauches du monde s'expriment avec force contre Ortega.

Cela nous aide aussi dans notre travail en direction de la jeunesse. Ortega dit dans ses discours que ce qu'il fait c'est du socialisme. Même si nous avons la société la plus néolibérale depuis 1990, les jeunes du Nicaragua croient qu'Ortega est socialiste.

**Même si nous avons la société la plus néolibérale depuis 1990, les jeunes du Nicaragua croient qu'Ortega est socialiste**

**Que reste-t-il du mouvement social et syndical après la répression du gouvernement ?**

Tout le mouvement social autonome a été écrasé et réprimé par des arrestations, par l'exil avec plus de 350 personnes assassinées lors de la répression de 2018. Nous nous attachons à reconstruire ces réseaux. Depuis l'exil mais aussi à l'intérieur, avec des méthodes de travail silencieuses, dans tout le pays. Nous prônons la lutte civique, pacifique. Nous avons souffert de trop de guerres au Nicaragua.

**Au Nicaragua, on ne peut pas publier une quelconque opinion opposée dans la presse ni dans les médias en ligne**

Nous nous efforçons de passer par la voie démocratique, la voie civique, la voie pacifique. Mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas s'organiser de façon clandestine, car la répression est brutale. Au Nicaragua, on ne peut pas publier une quelconque opinion opposée dans la presse ni dans les médias en ligne. Des journalistes sont en prison, tout simplement pour avoir publié sur leur profil une manif ou une procession religieuse qui aurait été interdite. Face à cette réalité, il s'agit de reconstruire tout le tissu social que le régime a anéanti. Mais nous sommes sûrEs que nous y arriverons, il y a des avancées déjà dans ce sens.

Nous sommes optimistes, nous croyons que tôt ou tard ce régime va tomber. Des milliers de sandinistes, des travailleursE de l'État, des militaires et des policiers ne sont plus avec le régime même s'ils restent dans leurs emplois car ils ne peuvent pas vivre d'autre chose. Dans toutes les institutions des milliers de personnes ne soutiennent plus ce régime, voilà pourquoi nous sommes convaincuEs que sa fin est proche, plus proche que ce que les gens dans la rue pensent. **Propos recueillis par Mariana Sanchez**

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
L\_anticapitaliste  
Lanticapitalis1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai:

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**L'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°153 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-  
Lenoir,  
93108 Montreuil  
cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)